

---

# Constitution, citoyenneté et école

## Editorial

L'histoire scolaire est depuis quelques années au confluent d'approches qui se renouvellent et se diversifient. Plusieurs d'entre elles ont ceci de commun qu'elles s'intéressent moins à l'histoire de l'institution elle-même qu'aux savoirs qu'elle transmet ou encore, pour reprendre la formule d'André Chervet, à la «culture scolaire»: soit à ce qui ne s'apprend qu'à l'école et qui fait de cette dernière, précisément, un lieu de production de savoirs.<sup>1</sup> A l'histoire des plans d'études et à celle des disciplines scolaires, à l'analyse des manuels scolaires, est venue récemment s'ajouter une perspective d'origine anglo-saxonne, celle de la *curriculum history*. Elle examine l'offre scolaire articulée concrètement par l'Etat sous la forme d'orientations prédéfinies qui mènent à de possibles parcours de formation: des parcours structurés en différentes disciplines et savoirs (arrangés didactiquement), de même qu'en années et degrés scolaires, parfois décisifs pour l'orientation dans une filière scolaire.<sup>2</sup>

L'accent mis sur les savoirs permet d'inscrire l'histoire de l'école dans une perspective plus large, faisant d'elle une partie intégrante de l'histoire culturelle. Mais aussi de la connecter à l'histoire politique, en établissant des liens par exemple entre école et démocratie ou entre savoirs scolaires et pouvoir.<sup>3</sup> Le présent cahier thématique s'insère dans ce renouveau historiographique en empruntant à l'histoire politique une notion aussi importante que celle de la citoyenneté pour la redéfinir et la questionner au prisme de la «fabrique scolaire». Quel·le·s citoyen·ne·s (imaginaires) façonnent les curricula scolaires?<sup>4</sup>

La citoyenneté dont il est question ici ne renvoie pas en premier lieu à la citoyenneté politique,<sup>5</sup> ni, en ce qui concerne l'instruction elle-même, à la formation politique ou aux disciplines que l'on rattache habituellement à cette dernière.<sup>6</sup> Il s'agit d'un terme général, qui se matérialise différemment selon les contextes, mais qui s'applique explicitement à de *futur·e·s* citoyen·ne·s à former, des écoliers et des écolières destin·e·s à prendre plus tard une place dans leur société respective. Répondant à une définition générique, la notion appartient donc au vocabulaire des chercheurs. Elle n'équivaut pas au droit de cité, mais à un statut beaucoup plus large de ressortissant·e d'un Etat et d'un

espace géographique garantis par une constitution: une situation qui se généralise au cours du long 19<sup>e</sup> siècle entre la naissance des Etats-Unis d'Amérique de 1787 et la création de la Finlande, après la Première Guerre mondiale, lorsque à la différence de la période de l'Ancien Régime, les entités territoriales furent définies plus clairement et reconnues réciproquement par des traités internationaux qui garantissaient la souveraineté de ces entités territoriales, en règle générale des Etats-nations. Cette souveraineté des Etats-nations était et demeure, aujourd'hui à une échelle globale, très étendue. Et ce quand bien même les logiques de l'Etat ne s'imposèrent que lentement – et jamais totalement –, en particulier dans des territoires organisés de manière fédérative, telle la Suisse, où pour le moins jusqu'à la Constitution de 1874 le rôle d'Etat-nation revenait dans une certaine mesure aux cantons.

On ne naît pas citoyen·ne d'un Etat, on le devient: le constat concerne tout particulièrement l'école, encore peu étudiée sous cet angle.<sup>7</sup> Si toutes les institutions sociales ont participé et participent encore à cette formation du citoyen, et qu'une culture du «nationalisme banal» s'est installée,<sup>8</sup> l'école publique a également été explicitement instaurée et développée dans ce but, comme Eugen Weber l'a remarqué: c'est elle qui a contribué à faire de paysans des Français.<sup>9</sup> Ce processus ne saurait être dissocié ni des courants politiques dominants, qui l'ont influencé, ni d'autres représentations du bon citoyen / de la bonne citoyenne, de leur savoir et de leur action.

S'appuyant sur les considérations qui précèdent, ce numéro thématique entend examiner comment les autorités compétentes en matière de politique éducative se représentent cet·te humain·e-citoyen·ne qui, à l'issue de la scolarité, sera intégré·e à la société et censé·e en prolonger les valeurs dominantes inhérentes – selon notre thèse – aux structures curriculaires des écoles. Dans une telle perspective, les contributions réunies ici examinent sous des angles divers la structure et les formes infinies du curriculum, suivant la suggestion de William F. Pinar,<sup>10</sup> quand bien même elles n'ont pas pour objectif d'étudier les expériences concrètes d'apprentissage des écoliers et des écolières, au contraire de certaines propositions de la *curriculum history*.

Les quatre premiers articles de ce cahier thématique se penchent sur la construction curriculaire au 19<sup>e</sup> siècle. *Lukas Boser* et *Nathalie Dahn* s'intéressent à la géographie qui se développe au début du 19<sup>e</sup> siècle, et à son aspiration à rendre perceptibles et même saisissables des limites territoriales, de même qu'aux tentatives, issues principalement de cercles libéraux, d'employer pédagogiquement l'important potentiel de cette visualisation par la promotion de la discipline: une connaissance des frontières distinguant ses «propres» territoires de ceux des «autres» faisant visiblement partie du répertoire de futur·e·s citoyen·ne·s. Si les (nouvelles) disciplines et les moyens d'enseignement correspondants

jouèrent un rôle important dans la projection d'un avenir vu comme idéal, ils ne furent pas les seuls éléments à prendre en considération, comme le montre la contribution d'*Ingrid Brühwiler* et d'*Alexandre Fontaine*, qui se focalise sur l'«éducation mutuelle», une méthode largement diffusée dans la Suisse de la Restauration sous l'impulsion du Père Girard, prônée puis interdite en l'espace d'un court intervalle de temps. A l'exemple de quatre cantons, les auteurs étudient l'essai d'optimiser la formation scolaire de base de futur·e·s citoyen·ne·s destinée à les amener à servir en même temps «Dieu et la patrie». *Michèle Hofmann* attire l'attention sur un problème soulevé par l'introduction de la fréquentation scolaire obligatoire: la façon de procéder avec les écoliers et les écolières qui ne correspondaient pas à la représentation de ce qui était «normal». Ces enfants «faibles d'esprit», comme les désignent les sources de l'époque, sont néanmoins formés et considérés dans une large mesure comme de potentiel·le·s futur·e·s citoyen·ne·s. Une partie d'entre eux sera ainsi recrutée pour le service militaire, alors un signe d'appartenance masculine à la collectivité des citoyens. *Rebekka Horlacher* analyse à l'exemple des cantons de Zurich et de Vaud les efforts institutionnels visant à introduire l'instruction civique pour compléter la formation de futur·e·s citoyen·ne·s cantonaux en mettant l'accent sur les différences entre les deux, liées à l'histoire propre à chaque canton: d'un côté un ancien canton, de l'autre un jeune, pour lequel la construction d'une identité spécifique par le biais de l'école s'avère essentielle.

Les quatre contributions qui portent sur le 20<sup>e</sup> siècle commencent par cibler (*Ragnhild Barbu* et *Jil Winandy*) le corps enseignant et son double rôle en tant que citoyen·ne·s d'une part, éducateurs/éducatrices de l'autre. Les visions dominantes de l'avenir de la société, précisément à l'interface de ces deux rôles, ressortent de l'analyse des réformes introduites dans le cursus de leur formation. *Catherina Schreiber* examine dans la perspective d'une histoire matérielle le rôle de l'architecture scolaire dans la formation des citoyen·ne·s, en montrant que, dans les études curriculaires, des facteurs contextuels plus larges que l'organisation des savoirs sélectionnés (les plans d'études) doivent être pris en considération. Dans sa contribution, *Patricia Legris* s'intéresse à une discipline, l'histoire, qui apparaît généralement comme particulièrement prédestinée à la formation de la citoyenneté nationale. Elle présente les tentatives de réformes de l'enseignement de l'histoire, entreprises dès le milieu des années 1970 par le Ministère français de l'éducation notamment dans le but de «faire mieux comprendre les réalités économiques, sociales, civiques, que l'enfant côtoie», et examine les vives réactions qu'elles ont unanimement suscitées auprès d'acteurs que leur sensibilité politique opposait pourtant habituellement. La dernière contribution (*Matias Gardin*), également d'une grande actualité, thématise la question de la querelle des langues dans des Etats plurilingues. En questionnant leur tendance à imposer une

langue de référence (ou une langue administrative) dans le cadre de l'Etat-nation, elle montre par le biais du cas luxembourgeois, que tous les pays multilingues n'ont pas suivi l'exemple libéral de la Suisse dans leur politique des langues.

*Daniel Tröhler, Danièle Tosato-Rigo, Karine Crousaz, Katja Hürlimann*

#### Notes

- 1 Dominique Julia, «La culture scolaire comme objet historique», *Paedagogica historica* 31/1 (1995) 353–382; André Chervel, *La culture scolaire. Une approche historique*, Paris, Berlin 1998; Thomas S. Popkewitz (éd.), *The «Reason» of Schooling. Historicizing Curriculum Studies, Pedagogy, and Teacher Education*, New York 2014; Thomas S. Popkewitz, Barry M. Franklin, Miguel A. Pereyra (éd.), *Cultural History and Education. Critical Essays on Knowledge and Schooling*, New York 2001.
- 2 Voir: Andrea De Vincenti, Rebekka Horlacher, «Historische Pädagogik: Lehrplan / Curriculum», *Enzyklopädie Erziehungswissenschaft Online* 2016, doi: 10.3262/EEO 01160362 (6. 12. 2016); Daniel Tröhler, «Curriculum history», in John L. Rury, Eileen Tamura (éd.), *The Oxford Handbook of the History of Education*, Oxford (sous presse). Pour la réception française des travaux sur la sociologie du curriculum, voir: Jean-Claude Forquin, *Ecole et culture. Le point de vue des sociologues britanniques*, Paris 1989; Viviane Isambert-Jamati, *Les savoirs scolaires. Enjeux sociaux des contenus d'enseignement et de leurs réformes*, Paris 1990. La réflexion sur les disciplines scolaires a profité des recherches pionnières d'André Chervel, «L'histoire des disciplines scolaires. Réflexions sur un domaine de recherche», *Histoire de l'éducation* 38 (1988), 59–119, doi: 10.3406/hedu.1988.1593. L'histoire des curricula a conduit plusieurs chercheurs à élargir l'étude des branches d'enseignement vers celle des groupes d'acteurs intéressés: Ivor Goodson, *School Subjects and Curriculum Change. Case Studies in Curriculum History*, Londres 1993 (1<sup>ère</sup> éd. 1982); Id., «Socio-historical Processes of Curriculum Change», in Aaron Benavot, Cecilia Braslavsky (éd.), *School Knowledge in Comparative and Historical Perspective. Changing Curricula in Primary and Secondary Education*, Dordrecht 2007, 211–220; Ivor Goodson, Stefan Hopmann (éd.), *Das Schulfach als Handlungsrahmen. Vergleichende Untersuchung zur Geschichte und Funktion der Schulfächer*, Cologne 1999, 7–28. Pour une mise au point comparative récente, voir Antonio Vinao, «Les disciplines scolaires dans l'historiographie européenne. Angleterre, France, Espagne», *Histoire de l'éducation* 125 (2010), 73–98.
- 3 Tom Popkewitz, *A Political Sociology of Educational Reform. Power/Knowledge in Teaching, Teacher Education and Research*, New York 1991. Concernant la Suisse voir: Lucien Criblez et al., *1798–1848–1874: Bildung und Politik in der Schweiz im 19. Jahrhundert* (Bildungsforschung und Bildungspraxis 20.3), Fribourg 1998; Rita Hofstetter et al. (éd.), *Une école pour la démocratie. Naissance et développement de l'école primaire publique en Suisse au 19<sup>e</sup> siècle*, Berne 1999.
- 4 Cette thématique est issue d'un projet soutenu par le Fonds national suisse de la recherche scientifique intitulé *Educating the Future Citizens: Curriculum and the Formation of the Nation-State of Multilingual Societies in Luxembourg and Switzerland*, dirigé entre 2013 et 2016 par Daniel Tröhler et Danièle Tosato-Rigo, auquel ont participé Ragnhild Barbu, Lukas Boser, Ingrid Brühwiler, Nathalie Dahn Singh, Matias Gardin et Catherina Schreiber.
- 5 La littérature secondaire sur l'approche politique de la citoyenneté, pour la période de la fin du 18<sup>e</sup> siècle à nos jours, est florissante, on se contentera, faute de pouvoir en donner un aperçu, de renvoyer, pour l'exemple, au dernier numéro de la revue *La Révolution fran-*

- çaise 9 (2015), intitulé *Citoyenneté, république, démocratie dans la France de la Révolution*, et à Virginie Martin, «La citoyenneté revisitée: bilans et perspectives historiographiques», *La Révolution française* 9 (2015), <http://lrf.revues.org/1370> (28. 10. 2016).
- 6 Diverses études ont été consacrées à cet aspect: Heinz Moser, Franz Kost, Walter Holdener, *Zur Geschichte der politischen Bildung in der Schweiz*, Stuttgart 1978; Jürgen Quackernack, *Politische Bildung in der Schweiz. Ein republikanisch-demokratisches Musterbeispiel?*, Opladen 1991; Lucien Criblez, Rita Hofstetter, «Erziehung zur Nation. Nationale Gesinnungsbildung in der Schule des 19. Jahrhunderts», in Urs Altermatt, Catherine Bosshart-Pfluger, Albert Tanner (éd.), *Die Konstruktion einer Nation. Nation und Nationalisierung in der Schweiz, 18.–20. Jahrhundert*, Zurich 1998, 167–187; Roland Reichenbach, «Abandoning the Myth of Exceptionality. On Civic Education in Switzerland», in Judith Torney-Purta, John Schwille, Jo-Ann Amadeo (éd.), *Civic Education Across Countries. Twenty-Four National Case Studies from the IEA Civic Education Project*, International Association for the Evaluation of Educational Achievement, 1999, 557–581; Daniel Moser-Lécho, «Politische Bildung. Ihre Stellung im Fächerkanon und die Entwicklung der Inhalte», in Fritz Oser, Roland Reichenbach (éd.), *Zwischen Pathos und Ernüchterung. Zur Lage der politischen Bildung in der Schweiz / Entre pathos et désillusion. La situation de la formation politique en Suisse*, Fribourg 2000, 237–251; Id., «Zwischen Pazifismus und Patriotismus – Politische Bildung als Diskussionsthema im «Educa-teur» und an den Kongressen der Société Pédagogique de la Suisse Romande 1914 bis 1942», in Andreas Hoffmann-Ocon, Peter Metz (éd.), *Schuljugend unter nationalem Anspruch. Bildungshistorische Untersuchungen zur schulpädagogischen Publizistik und zu visuellen Medien in der Schweiz und in Deutschland in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Zurich 2010, 109–149.
  - 7 Lukas Boser, «Nation, Nationalism, Curriculum, and the Making of Citizens», in Michael Peters (éd.), *Encyclopedia of Educational Philosophy and Theory* (à paraître en 2017).
  - 8 Michael Billig, *Banal Nationalism*, Londres 1995.
  - 9 Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France 1870–1914*, Stanford 1976.
  - 10 William F. Pinar, *What is Curriculum Theory?*, 2<sup>e</sup> éd., New York 2012, 43.